

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Des avantages fiscaux
pour les usines de montage

Le gouvernement multiplie ses initiatives dans la réorganisation et la maîtrise du secteur de l'automobile. La loi de finances pour l'année 2017 prévoit, en effet, de nouvelles dispositions incitatives pour le développement d'une industrie d'assemblage et de montage de véhicules.

Le texte qui sera soumis au débat et au vote des députés précise la nature de ces avantages comme étant une «extension du bénéfice de l'avantage fiscal accordé au profit des sociétés de production de véhicules industriels à l'importation de parties accessoires et composants qui font partie des collections destinées aux industries de montage ou celles dites CKD à l'ensemble des sociétés de production activant dans le domaine de l'assemblage et du montage agréés par le ministère de l'Industrie». En plus clair, cette mesure d'exonération de certaines taxes qui alourdissent la facture des importations des différents composants de la voiture réduira, sans aucun doute, les coûts d'assemblage et permettra de fait la réduction des prix de vente au public des véhicules montés localement. Encore faut-il que les concessionnaires jouent le jeu et n'imposent pas leurs grilles tarifaires qui donnent le tournis, comme c'est le cas actuellement pour les véhicules importés.

Réduire les coûts d'assemblage

Il faudra souligner que l'activité d'assemblage telle qu'organisée actuellement ne bénéficie pas

d'avantages fiscaux importants et que le coût final du véhicule monté dans le pays serait le même sinon plus élevé que le prix du même modèle importé. Cette situation, rappelons-le, a découragé les derniers pionniers de cette industrie, notamment dans le domaine du camion, qui ont préféré la délocalisation pour les uns vers des pays limitrophes plus encourageants pour les investissements, et pour d'autres, l'abandon pur et simple.

La deuxième disposition contenue dans le projet de la loi de finances 2017 est «le remplacement de l'avantage temporaire applicable actuellement à compter du premier janvier 2015 pour une durée de 3 ans par un avantage permanent». Une mesure qui ne peut que faire saliver de bonheur les futurs investisseurs dans le secteur qui voient ainsi ces avantages fiscaux, précédemment à durée limitée, se transformer en faveur pérenne.

Notons, par ailleurs, que le secteur de l'automobile en Algérie connaît une profonde restructuration initiée il y a de cela trois années avec la promulgation d'un cahier des charges réglementant les procédures d'importation et imposant des critères

de sécurité pour les véhicules importés et la nécessité pour les concessionnaires de se lancer dans l'activité d'assemblage ou de fabrication de la pièce de rechange. Il est suivi, à la fin de l'année 2015, par l'instauration des licences d'importation et la réduction drastique du volume et du coût des importations de voitures, qui passe ainsi de près de 300 000 unités en 2015 à à peine 83 000 en 2016, soit une baisse de plus de - 60%. Une situation qui a engendré une détérioration accélérée du secteur avec son lot de dépôts de bilan, de plans de redressement et de compressions des effectifs.

La redistribution se précise

Au même moment, l'on assiste à une redistribution des marques et l'avènement de nouveaux acteurs qui semblent à l'évidence jouir des faveurs des premiers responsables du secteur de l'industrie, dont certains bénéficieront de quotas exceptionnels d'importation en flagrante violation des dispositions mêmes de la loi instaurant les licences d'importation.

Cette opération d'assainissement ne se limitera pas aux seules importations mais s'étendra également aux projets d'investissement dans le secteur, car il convient de signaler qu'un grand nombre de concessionnaires se préparaient, à travers des projets ficelés et des études finalisées, à se conformer aux exigences des pouvoirs publics en se lançant dans l'in-



Photos : DR

Une mesure qui permettra de réduire les coûts d'assemblage.

dustrialisation. On dénombrait une vingtaine de projets d'assemblage pour autant de marques. Certains ont même obtenu le quitus des autorités mais qui attendent toujours l'agrément pour le début de la réalisation.

Le ministère de l'Industrie aurait, entre-temps, limité l'accès à l'activité d'assemblage à quelques marques seulement, une dizaine, selon des indiscrétions.

Pour les autres, l'option de la fabrication de la pièce de rechange ou autres accessoires semble être la seule garantie pour préserver leur

présence dans le secteur. On assiste, ainsi, à la naissance de conglomerats de montage de plusieurs marques à la fois avec un plan de charge et des délais qui se situent aux antipodes mêmes des processus universels de l'industrie automobile.

Les nouvelles dispositions de la loi de finances ne manqueront pas, en tout état de cause, d'apporter des facilitations supplémentaires aux heureux investisseurs retenus dans la démarche d'industrialisation du secteur de l'automobile en Algérie.

B. Bellil

OPPOSITION À LA SUPPRESSION DE LA RETRAITE ANTICIPÉE

Veillée d'armes chez les syndicats autonomes

Le front social des syndicats autonomes contre le projet de la suppression de la retraite anticipée affûte ses armes. Les dix-sept syndicats concernés se réuniront la deuxième semaine du mois de septembre prochain pour décider des actions de protestation à prendre en vue de «défendre les acquis sociaux et professionnels des travailleurs».

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La rentrée sociale risque d'être houleuse. Le premier appel à la protestation ne provient pas d'un seul secteur mais il est presque général. Jusqu'à présent, pas moins de dix-sept secteurs d'activité ont annoncé leur adhésion au front social de lutte contre la révision de l'ordonnance 97/13 régissant la retraite proportionnelle et la retraite sans conditions d'âge.

Les syndicats autonomes des secteurs de l'éducation, de la santé, de la Fonction publique, des affaires religieuses, du secteur économique, de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle mobilisent les travailleurs pour la rentrée sociale. Objectif, faire avorter le projet de suppression de la retraite anticipée.

Après une première réunion tenue le mois de juin et une journée d'étude organisée le 30 juillet dernier, les syndicats se sont donné rendez-vous pour le premier week-end après les fêtes de l'Aïd, soit à la mi-septembre, pour tracer leur feuille de route de protestation de la rentrée.

«Nous avons convenu de nous rencontrer après l'Aïd, pour discuter des propositions de chacun et décider ensemble des actions à mettre en place. Sachant que les enseignants revendiquent une retraite après 25 ans de service», a souligné Idir Achour, porte-parole du

CLA (Conseil des lycées d'Algérie). Les protestataires appellent à une union des forces contre tout ce qui touche à l'atteinte des droits et des acquis des travailleurs. «Au moment où les travailleurs étaient en attente de décisions courageuses à même de développer une forte activité économique et diversifier les sources de richesses en dehors du secteur des hydrocarbures pour résorber le chômage et développer les ressources financières de la Caisse nationale de retraites, et au moment où tout le

monde s'attendait à une revalorisation salariale avec une hausse des primes et de l'amélioration du pouvoir d'achat, le Premier ministre a annoncé la non-révision salariale et le gouvernement continue ainsi à chercher des solutions à l'échec de sa politique économique au détriment de la classe ouvrière», dénoncent les protestataires qui rejettent l'exclusion du partenaire social dans les décisions décisives touchant l'avenir de la classe ouvrière.

Le gouvernement n'a pas encore rendu sa copie sur ce projet

Pour s'éviter une colère générale, une commission a été installée pour mettre en place une nomenclature des postes de travail dits métiers pénibles et qui ne seront pas touchés par la suppression de la retraite anticipée et proportionnelle.

S. A.

PROJETS HYDRAULIQUES À OUM-EL-BOUAGHI

Le coup de sang de Abdelkader Ouali

En visite d'inspection et de travail dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, M. Abdelkader Ouali, ministre des Ressources en eau, accompagné d'une forte délégation de son département a rallié, hier en début de journée, le gigantesque projet d'Ourkis, dans la commune de Aïn Fekroun.

Les responsables du projet ont présenté des explications sur l'impact de ce projet tant sur le plan socio-économique, un projet qui a coûté une enveloppe de plus de mille millions de DA et dont les travaux du barrage censé être servi par l'autre gigantesque barrage de Béni Haroun sont totalement achevés depuis et dont la mise en eau a été faite en ce mois de juillet. Selon les explications fournies par les différents chefs de projets ayant en charge la réalisations des ouvrages restants, comme la station de traitement d'une capacité de 136 800 m³/jour, les 6 réservoirs d'une capacité de 10 000 m³ dont

deux sont conçus pour 20 000 m³ chacun et les conduites d'adduction. Là, le ministre s'est carrément opposé aux dates avancées par les entreprises de réalisation mettant en exergue l'importance de ce projet, ainsi que l'attention accordée par les pouvoirs publics, notamment pour fournir cette précieuse matière à la population. M. Ouali a avancé comme date butoir la fin du premier trimestre pour que l'eau coule au moins pour les deux communes que sont Aïn Fekroun et Aïn Kercha. Monsieur Ouali a même arrêté des normes en exigeant les 500 voire 600 mètres linéaires/jour, en autorisant cepen-



Abdelkader Ouali.

dant le recours à la sous-traitance. A ce sujet, le premier responsable du secteur a demandé aux acteurs de se concerter solidairement pour être au rendez-vous tant attendu

par les citoyens de la wilaya. Si pour les citoyens des deux communes Aïn Kercha et Aïn Fekroun, l'eau sera disponible à la fin du premier trimestre, les autres agglomérations Oum-El-Bouaghi, Aïn Beïda et Aïn M'lila attendront un peu plus, ça sera vers la fin du premier trimestre, une fois ce grand projet livré, c'est toute la région qui sera à l'abri du besoin en eau potable.

Par ailleurs, ce projet à moyen terme servira aussi à l'irrigation de près de 4 000 hectares, ce qui encouragera les investisseurs qui se sont engagés dans le secteur de l'agriculture.

A noter que la délégation ministérielle se dirigera ensuite vers la wilaya de Tébessa, à l'extrême est du pays pour une rencontre régionale avec les différents responsables où d'importants points seront étayés.

Moussa Chtatha